

# ALIMENTONS LES REGIONS

## Alimentons le Languedoc-Roussillon

Placer l'alimentation au cœur d'un débat sur la politique régionale aurait pu paraître incongru il y a seulement quelques années. Cette perception a changé pour plusieurs raisons :

1) La crise alimentaire en 2008, suite à une soudaine flambée des prix et aussi des émeutes de la faim qui en ont suivi, a remis la question de l'alimentation et de l'agriculture au centre des préoccupations à l'ONU, à la FAO, dans les pays qui ont connu les émeutes mais aussi finalement dans tous les Etats qui se sont soudain rappelés l'importance de la nourriture. La Souveraineté Alimentaire définit le droit des peuples à choisir et maîtriser leur alimentation, ce concept est mis en avant depuis plus de dix ans par la Via Campesina \* et repris par de nombreuses ONG travaillant sur le terrain de la faim et de la mal-nutrition. Il fait place à la « sécurité alimentaire » dont le but illusoire n'est que de fournir de la nourriture à une population sans souci de sa nature et de sa provenance.

2) Un autre sujet a participé à l'émergence de la question alimentaire, c'est celui du réchauffement climatique, l'agriculture y joue un rôle considérable. On lui attribue la responsabilité de + ou - un tiers des G.E.S (Gaz à Effets de Serre) tant celle-ci est devenue énergivore dans la production, mais aussi dans le transport des marchandises à travers le monde, ses emballages, conservation par le froid, transformation pour parvenir dans l'assiette du consommateur.

Exemple : un melon qui arrive sur nos étals en provenance du Brésil aura brûlé 50 fois plus de pétrole que celui qui vient de Cavaillon et 100 fois plus que s'il provient de votre jardin ou de celui du maraîcher de votre village. L'agneau acheté à votre voisin berger aura évité un transport de 20 000 km à un agneau Néo-Zélandais congelé.

La provenance et la nature de ce que nous mangeons a donc une influence évidente sur la contribution au réchauffement climatique.

On voit là tout l'intérêt de relocaliser la production agricole, voire de manger moins de viande et de produits laitiers, de choisir le marché plutôt que le supermarché, des fruits et légumes frais, de saison plutôt que congelés, de réduire un peu l'exotisme de nos repas (fruits tropicaux, chocolat, quinoa, graisse de palme).

3) Le troisième sujet qui doit faire de l'alimentation une question prioritaire est celui de l'emploi.

La région L.R détient pour la France le triste record du **plus fort taux de chômage : 12,7%** (9.1% pour la France). Il reste 47 000 emplois à temps plein dans l'agriculture L.R en 2007. Il y en avait 10 000 de plus en l'an 2000 ce qui ne doit pas nous étonner puisque dans le même temps la région a perdu 26% de ses fermes, plus d'un quart en 7 ans ! L'exode rural qui est maintenant en L.R, un exode paysan est perçu depuis un demi siècle comme une fatalité propice au progrès. Mais qu'en est-il de ce progrès quand une région avec un tel taux de chômage se permet de détruire encore et toujours autant d'emplois agricoles en L.R ?

## EMPLOI et REVENU AGRICOLE EN LR

**Moins 3,4% par an entre 2000 et 2007** : c'est le pourcentage d'exploitations agricoles qui disparaissent chaque année en Languedoc- Roussillon.

Ainsi **4 000 exploitations ont disparu entre 2000 et 2007, il en reste 17 000** aujourd'hui. La vigne qui représente toujours la moitié des exploitations, est aussi celle qui voit disparaître le plus d'exploitants agricoles (75% du total).

Un actif agricole cultivait 17,5 ha en 2000, il en cultive plus de 21 ha aujourd'hui. La population agricole de + de 40 ans est en 2007, deux fois plus nombreuse qu'en 2000. Ce **vieillessement** des actifs agricoles risque d'accélérer la diminution des emplois agricoles si rien n'est fait pour y remédier. Et le nombre d'installations aidées (DJA= dotation aux jeunes agriculteurs) confirme que la politique de soutien n'est pas à la hauteur ne serait-ce que du renouvellement des générations en agriculture : ce nombre passe ainsi de 450 en l'an 2000 à 210 en 2007. Environ une installation sur deux n'est pas aidée.

Dans l'Aude par exemple pour 5 départs on compte 2 installations seulement. Dans ce département, il reste 6000 agriculteurs, ils étaient 18 000 dans les années 1980. Eviter la disparition de 12 000 agriculteurs aurait pu éviter à 12000 personnes de se retrouver au RMI / RSA dans l'Aude.

Le nombre d'ateliers de transformation de productions agricoles en LR a lui aussi baissé de 3300 à 2700 entre 2000 et 2007. (essentiellement des caves vinicoles)

Les exploitations non professionnelles (inférieures à 2 hectares) comptent encore pour 45% des fermes du LR, c'est une spécificité régionale (36% en France) mais elles ne constituent que 7% du revenu agricole (certainement sous évalué par les statistiques).

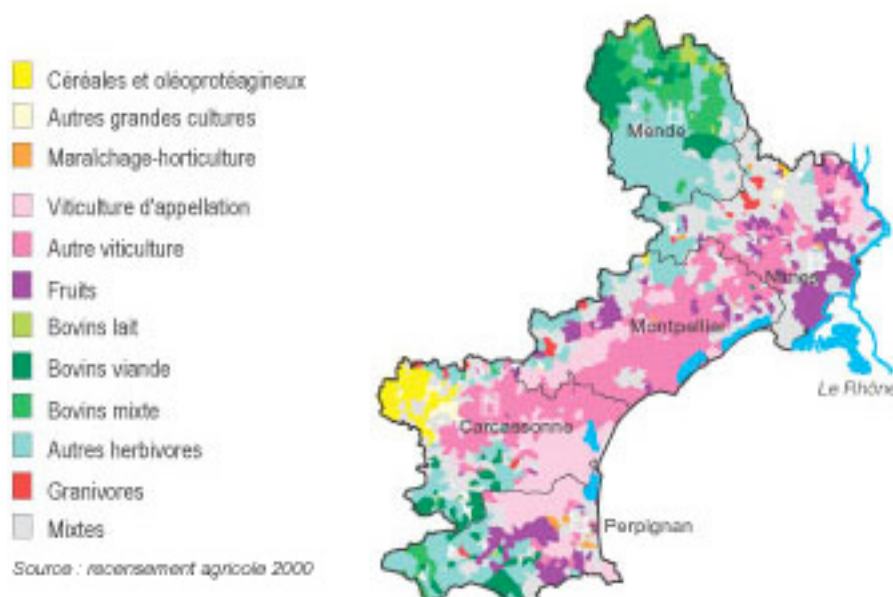
Le fleuron de l'agriculture LR, celui sur lequel les élus et les Chambres d'agriculture ont énormément investi : **la viticulture**. Elle produisait 20 millions d'hectolitres en 2000, elle en a produit 12 millions en 2009, soit une baisse de 40%. 38 000 hectares ont été arrachés en 4 ans, cela représente 9 000 emplois directs supprimés.

Autre secteur de pointe en LR, l'arboriculture perd 1600 emplois en deux ans (2006-2007), aussi 800 ha d'abricotiers et de pêchers sont arrachés dans la même période.

Comme nous le constaterons plus loin, la plupart des hectares arrachés ne sont pas reconvertis et ne participent pratiquement pas à une relocalisation de notre agriculture. Nous pourrions peut être nous consoler en pensant que les agriculteurs encore épargnés voient leurs revenus se conforter. Il n'en est rien, **le revenu agricole de notre région a baissé cette année de 60% ! Il est le plus faible de France et est retombé au niveau de l'année 1990.**

## A) ETAT DES LIEUX POUR UNE ALIMENTATION RELOCALISEE EN LR

### Orientation technico-économique des communes



La population du LR est de 2,56 millions d'habitants, ce qui représente 4% de la population française. Elle dispose de 940 000 ha de Surface Agricole Utile pour son agriculture, cette surface baisse de 3 000 ha par an à cause de l'urbanisation qui se fait le plus souvent sur les meilleures terres (le contraire des pratiques avant la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle). Cette surface représente 3,27% de la SAU de la France. L'agriculture régionale profite de **territoires extrêmement variés** en qualité de sols, en exposition, en altitude, en possibilité d'irrigation. Des terres du Sillon Lauraguais aux terrasses des Cévennes, chaque petite région a ses spécificités, cette multitude de situations permet à la région de disposer de tout ce dont elle a besoin pour se nourrir. De l'élevage sur les pentes des Corbières, sur les plateaux de Lozère, dans les estives Pyrénéennes, des légumes dans toutes les plaines irriguées, des céréales de Nîmes à Castelnaudary, des fruits et cultures méditerranéennes sur le pourtour méditerranéen. La région a donc d'énormes capacités pour se nourrir tout en gardant quelques surfaces pour exporter dans d'autres régions de France, d'Europe et du bassin méditerranéen.

Les ressources en eau de la région sont mal réparties mais largement suffisantes pour irriguer principalement les cultures maraîchères, abreuver le cheptel et assurer une consommation raisonnable des languedociens et des roussillonnais. Mais elle est insuffisante pour irriguer l'ensemble des cultures surtout si il faut en plus remplir une piscine par foyer.

#### Qu'en est-il de cette production ?

*Afin d'évaluer le degré d'autonomie de la région pour son alimentation, la méthode la plus exacte eut été de calculer les consommations de ses habitants et d'en déduire les productions nécessaires et les surfaces correspondantes. Les statistiques disponibles ne permettant pas ce type d'étude, il reste possible d'observer la part de la région dans la production nationale agricole, cette méthode a l'inconvénient d'imposer à la région des normes agro-productivistes qui dégagent des surplus qui devront être exportés ; ce choix politique aux conséquences écologiques très lourdes n'est pas une obligation pour la région. Les chiffres suivants sont donc à relativiser mais ils restent un indicateur intéressant sur le degré d'autonomie face à la nation.*

*Le commerce agro-alimentaire n'est pas une nouveauté pour notre région mais il a considérablement augmenté et changé de nature et de géographie. La plupart des échanges jusqu'au 20<sup>ème</sup> siècle étaient internes à la région, voir même aux petites régions. On échangeait par exemple des pommes de terre de la montagne contre du vin des villages moins en altitude. François de Ravignan\*\* dans « l'avenir d'un désert » édition Atelier du gué explique fort bien comment les accords de libre – échange et les moyens de communication ont bouleversé le paysage de l'agriculture languedocienne, ainsi :*

**La vigne** avec ses 257 000 ha produit 31% du vin français et occupe parfois les terrains propices à d'autres cultures alimentaires comme les céréales. La vigne a eu tendance à quitter les terres pauvres des coteaux pour s'installer dans les plaines autrefois réservées aux céréales.

Dans une optique de relocalisation de la production, il est évident que la vigne devra en certaines régions se retirer pour redonner la place à des cultures plus adaptées. Il en est de même pour les ressources en eau, l'irrigation de la vigne est un non sens écologique dans la plupart des situations du vignoble. Pourtant les chambres d'agriculture et la Région encouragent cette politique dans le but de produire plus pour compenser la baisse des prix, dans un cycle infernal qu'a déjà connu la viticulture languedocienne.

Les autres productions de la région LR

**Les céréales** couvrent seulement la moitié de la surface en vigne, elles produisent globalement la moitié des besoins pour la région, il faudrait doubler les surfaces et même les multiplier par 13 en ce qui concerne le blé tendre car le LR n'en produit que 227 000 quintaux. Seul le blé dur est excédentaire pour la région (les primes affectées à cette culture expliquent ce décalage) avec 3 Millions de quintaux c'est 14% de la production française. Le LR n'a pas beaucoup de terroirs, ni de possibilité d'irrigation pour produire du maïs, cette fois-ci très logiquement il n'en produit que 0,1% de la production française.

**Les oléagineux** couvrent 26 000 ha. C'est seulement 1,2% de la production française, il en faudrait 50 000 de plus pour respecter la part de la production française rapportée aux 3,27 % de la surface agricole de la région.

**Les protéagineux** : ce sont les pois, les féveroles, le soja, le lupin, les lentilles, l'ensemble des légumineuses. Ils ne sont cultivés que sur 1 500 ha, il en faudrait certainement 6 fois plus pour couvrir les besoins de la région. L'étude de la Confédération Paysanne LR en 2009 a montré que le degré de dépendance des animaux d'élevage en LR pour les protéines végétales était de plus de 75%. Celles ci sont importées du Brésil ou d'Argentine sous forme de soja le plus souvent OGM.

**Le cheptel** :

+Avec 217 000 **bovins** en 2008 le LR a vu son cheptel bovin augmenté de 39 % en 18 ans, c'est 1,1% du cheptel français et seulement 0,57% pour les vaches à lait celles-ci produisent 860 000 litres de **lait**, c'est à peine 0,37 % de la production nationale.

+L'effectif **ovin** a fondu. Il a perdu 100 000 têtes entre 1990 et 2008, avec 371 000 ovins, c'est très largement insuffisant. Cette disparition de l'élevage ovin en Languedoc ne date pas d'aujourd'hui, elle a commencé en 1860 avec le traité de libre échange signé avec la Grande Bretagne celui ci a entraîné l'arrivée de laines à bas prix et de bonne qualité en provenance d'Australie et d'Afrique du Sud achetées par les filatures de notre région. La laine était un complément de revenu important pour les éleveurs ainsi le cheptel ovin a été divisé par quatre en 50 ans suite à ce traité.

+Les **caprins** ont également perdu en 18 ans 25% de leurs effectifs, ils ne sont plus que 27 000 pour assurer une production traditionnelle.

+**Le lait** : en totalisant la production régionale de lait de vache, de brebis (202 000 litres) et celle des chèvres (107 000 litres) le LR ne parvient à couvrir qu'à peine un huitième de la consommation des 2,56 millions d'habitants du LR !

+Le déficit en **porc** est encore plus considérable dans la région, le LR ne produit que 0,22% de la production française pour 4% de la population !

+Il en est de même pour la **volaille** : 0,87% de la production. Le LR produit 106 millions d'œufs par an quand il en faudrait 6 fois plus pour la consommation régionale !

**Le fourrage** : la région est également déficitaire en fourrage, elle ne produit que 0,1% de la production nationale. Seuls les parcours, surface toujours en herbe, extensifs sont en quantité suffisante pour l'élevage LR.

100% des dépendances pour le sucre,

1/8<sup>e</sup> des besoins pour la pomme de terre.

A part la vigne, seul le secteur des fruits est à la hauteur des besoins pour les pommes, les poires, les prunes. Il est largement excédentaire pour les pêches (42% de la production nationale), les abricots (27,7%) et les cerises.

Même pour les fruits à coque (amandes, noisettes, châtaignes) le LR est importateur. Seules les olives sont en progression. Encore faut-il mentionner là aussi les grandes concentrations de ces productions dans quelques petites régions des départements

B ) Cette situation de perte d'autonomie et de dégradation de l'agriculture régionale peut s'expliquer par les problèmes suivants :

**1<sup>er</sup> problème** : la spécialisation

une **spécialisation** à outrance de notre agriculture. Sur les **943 000 ha** (nous en avons perdu 20 000 en 7 ans par l'urbanisation, les routes) de SAU qu'il nous reste en LR, plus de 28% sont consacrés à la vigne. **Vignes et vergers font à eux seuls les 3/4 de la production agricole LR.**

Comme certaines économies du Tiers Monde spécialisées en produits primaires d'exportation peu diversifiés, cela rend notre économie extrêmement fragile. La crise du vin l'atteste aujourd'hui tristement.

Et cela d'autant plus dans une économie de plus en plus libérale, où l'Europe n'a cessé de faire baisser les protections douanières suivant les recommandations de l'OMC.

**2<sup>eme</sup> problème** : la Répartition

La production agricole de notre région est mal répartie entre les départements, ainsi la Lozère produit à elle seule 50% des productions animales et fromagères de la région. Le Gard et les PO produisent 58% des fruits et légumes et 77% de cette production ne sont constitués que de salades et de tomates. Cette mauvaise répartition et cette spécialisation des productions posent des problèmes agronomiques. L'équilibre des rotations de culture pour les sols ainsi que la fertilisation de la terre par les fumiers n'est plus possible. Ainsi la qualité des sols privés de matières organiques est en forte baisse. La grande majorité des terres viticoles sont en déficit d'humus.

**3<sup>eme</sup> problème** : Une forte dépendance en intrants

Une autre caractéristique de notre agriculture est sa **forte consommation d'intrants**.

En effet le secteur de la viticulture est énergivore et fort utilisateur de pesticides, on estime pour la France que la vigne, avec 3% de la SAU consomme à elle seule un tiers des pesticides. Il en est de même pour l'arboriculture, l'horticulture et le maraîchage quand ces activités ne sont pas en bio.

Le bio intensif qui commence à se développer est lui-même un grand consommateur d'intrants pétrolier, de plastique, d'engrais naturels mais provenant parfois de très loin.

Cela rend l'agriculture régionale encore plus fragile économiquement. En 2009 les engrais, aliments pour le bétail et pesticides ont augmenté de 24%, ponctionnant ainsi le revenu des agriculteurs très directement.

**4eme problème** : très forte fragilité face à la libéralisation.

L'agriculture languedocienne tournée par des volontés politiques et syndicales agricoles sur les exportations se retrouve en fortes difficultés face à la concurrence internationale. La sacralisation du marché, l'oubli de la fonction alimentaire de l'agriculture, la déconsidération des circuits courts ont bouleversé une agriculture anciennement basée sur l'autonomie. La grande part des échanges était réalisée jusqu'au milieu du 19<sup>ème</sup> siècle 25 km autour du lieu de production.

## CONCLUSION

Ainsi l'agriculture LR ne nourrit plus ses habitants et n'offre que 3% du PIB de la région avec 1644 Million d'euros. Il n'en a pas toujours été ainsi, une étude \* montre par exemple que dans la Haute Vallée audoise l'agriculture produisait 40 % de calories alimentaires de plus que de nos jours, ce même pourcentage de terres labourables a été abandonné. L'industrialisation, l'apparition de nouveaux moyens de transports, l'ouverture des voies de communication (au début du 20<sup>ème</sup> siècle de nombreux villages restaient sans route ni chemin carrossable), le libéralisme explique en grande partie ce grand déménagement de l'agriculture régionale. Sa concentration, son intensification, sa spécialisation ont eu de nombreuses conséquences :

- un changement de paysage, les terres les plus difficiles ont été abandonnées, les terrasses se sont écroulées, des chemins, des canaux d'irrigation ont disparus, des granges, des hameaux ont été abandonnés.
- la désertification, corollaire de l'intensification, les terres de la région les moins performantes à cause des pentes ou de la nature des sols ont été abandonnées.
- une perte de la biodiversité agricole animale et végétale, de nombreuses races d'animaux de ferme, de variétés de plantes cultivées ou d'arbres fruitiers ont disparu ou sont en voie de disparition.
- une pollution des terres et des eaux par les cultures intensives
- une perte énorme d'emplois agricoles
- une perte d'influence politique, économique et culturelle du milieu rural.

Malgré certains contextes économiques défavorables à l'agriculture régionale, il eut été possible de réorienter l'agriculture du Languedoc et du Roussillon vers des opportunités bénéfiques.

L'agriculture biologique en est une depuis plus de dix ans mais force est de constater le grand retard qu'elle a pris face pourtant à la demande. Preuve qu'en certaines circonstances le marché ne fait pas la loi. Le monopole syndical de la FNSEA toute dévouée à la cause de l'agriculture productiviste a freiné autant que faire se peut le développement de celle-ci. Toutes les Chambres d'agriculture de la région étant sous la coupe de ce syndicat agricole, il a fallu attendre 2008 pour que la Chambre régionale d'agriculture arrive enfin à reconnaître l'agriculture biologique et lui allouer 6 % de son budget développement. L'argent dépensé pour contrer cette agriculture en mettant en scène une agriculture « raisonnée » fut perdue, les consommateurs n'ont pas accepté cette forme d'agriculture.

Le chantier est immense il demande de remobiliser l'emploi dans l'agriculture, de réviser l'organisation des filières et la commercialisation, il demande la réhabilitation et la recherche de variétés de plantes plus économes en engrais, en eau, en pesticides ainsi que des races d'animaux d'élevage rustique, il exige une réhabilitation de tout le patrimoine agraire de la région, les terres mais aussi les terrasses, les fossés et chemins, les estives, les sources et ruisseaux. Mais surtout il s'agira d'un changement culturel radical où le productivisme s'éclipsera au profit des

besoins fondamentaux de toute société pensant son avenir : s'alimenter, se vêtir, se loger, se cultiver, donner une place à chacun pour produire et vivre.

## Pascal Pavie pour Nature et Progrès

\* Via Campesina : organisation mondiale de syndicats de petits paysans à laquelle appartient en France la Confédération Paysanne

\*\*François de Ravignan : La faim pourquoi ? : éditions La découverte

L'Avenir d'un désert : édition Atelier du gué à Villelongue

Merci à Jean Labourgade pour sa relecture et ses apports.

Annexe :

### L'appel «Alimentons les régions» interpelle les candidats aux élections de mars 2010

A l'initiative des associations Minga, Nature & Progrès et Frères des Hommes, soutenues par un large réseau de personnalités et d'organisations, **la mobilisation d'interpellation des candidats pour faire de l'alimentation saine une priorité politique se poursuit.**

Cet appel a déjà reçu le soutien de plus de 4300 personnes, et la diversité des signataires prouve que **l'alimentation n'est plus seulement une question paysanne mais bien un enjeu citoyen** et qui intéresse la société dans son ensemble.

Il ne fait pas de doute que la crise sociale et écologique accélère la prise de conscience du lien entre la destruction d'emplois alimentaires au sens plein du terme et la destruction des terres agricoles. Notre campagne a permis de mettre en pleine lumière la gravité de la **destruction des terres agricoles en France** : 74.000 hectares par an entre 2006 et 2008, **c'est plus de 202 hectares qui disparaissent chaque jour.** Chaque jour qui passe détruit ainsi la possibilité d'installer 50 unités de production alimentaire et autant d'emplois pour les jeunes. La préservation de toutes les terres fertiles doit devenir un axe majeur des politiques publiques notamment au plan régional, pour développer l'emploi des jeunes et assurer l'approvisionnement alimentaire de qualité notamment des restaurations collectives (écoles, hôpitaux, maison de retraites...)

Un certain nombre de responsables politiques nous ont répondu, leurs réponses sont disponibles à l'adresse suivante :

[www.alimentons-les-regions.fr/index.php/les-reponses](http://www.alimentons-les-regions.fr/index.php/les-reponses) <<http://www.alimentons-les-regions.fr/index.php/les-reponses>>

**Alimentons les régions**

[www.alimentons-les-regions.fr](http://www.alimentons-les-regions.fr)

[contact@alimentons-les-regions.fr](mailto:contact@alimentons-les-regions.fr)

Contacts : Emmanuel Antoine : 06 20 48 88 94

Elodie Bralia : 04 66 91 00 16

Nature et Progrès Aude

10 Allée des Marronniers

11 300 LIMOUX

04 68 20 94 75



**Productions végétales principales de la région**

		<b>Languedoc-Roussillon</b>		hectare, quintal, quintal/ha %	
		<b>2007</b>	<b>2008*</b>	Région/France métropolitaine <b>2008*</b>	
Céréales	Superficie	113 777	124 030	1,3	
	Production	4 285 852	4 718 250	0,7	
	Rendement	38	38		
	<i>dont Blé tendre</i>	Superficie	4 170	6 140	0,1
	Production	177 730	277 600	0,1	
	Rendement	43	45		
	<i>dont Blé dur</i>	Superficie	80 330	87 260	20,4
	Production	2 851 160	3 079 510	14,7	
	Rendement	35	35		
<i>dont Orge et escourgeon</i>	Superficie	8 375	9 400	0,5	
Production	328 025	382 750	0,3		
Rendement	39	41			
<i>dont Maïs (grain et semence)</i>	Superficie	3 282	3 850	0,2	
Production	160 215	174 840	0,1		
Rendement	49	45			
Oléagineux	Superficie	25 702	26 537	1,3	
	Production	598 845	793 900	1,2	
	Rendement	23	30		
	<i>dont Colza</i>	Superficie	8 211	5 980	0,4
Production	204 995	191 600	0,4		
Rendement	25	32			
Protéagineux	Superficie	2 165	1 038	0,6	
	Production	70 180	35 490	0,5	
	Rendement	32	34		
	<i>dont Pois protéagineux</i>	Superficie	1 975	1 020	1,0
Production	66 410	35 140	0,8		
Rendement	34	34			
Racines, tubercules fourragers	Superficie	70	70	0,2	
	Production	13 550	13 550	0,1	
	Rendement	194	194		
Fourrages annuels	Superficie	3 905	3 500	0,2	
	Production	215 800	193 920	0,1	
	Rendement	55	55		
Prairies artificielles	Superficie	16 785	16 785	4,6	
	Production	892 520	925 330	2,7	
	Rendement	53	55		
Prairies temporaires	Superficie	44 885	46 485	1,7	
	Production	3 003 230	2 690 820	1,1	
	Rendement	67	58		
Surface toujours en herbe disponible	Superficie	475 800	474 550	4,8	
	Production	6 305 620	5 970 220	1,2	
	Rendement	13	13		
Cultures textiles	Superficie	43	37	0,0	
	Production	374	358	1,2	
Plantes aromatiques	Superficie	374	358	1,2	
	Production	374	358	1,2	
Fletteraves industrielles	Superficie	0	0	0,0	
	Production	0	0	0,0	
Légumineuses de terre	Superficie	1 498	1 493	1,0	
	Production	331 325	330 670	0,5	
	Rendement	221	221		

*semi-définitif*
*Source : Service de la Statistique et de la Prospective-Statistique Agricole annuelle*